

### Les subsides

Deuxièmement, le ministre nous dit maintenant que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, que tout marche comme sur des roulettes. Faut-il comprendre qu'il n'y aura pas fermeture des usines de poisson qui relèvent de la Fisheries Products International? Voilà une question pertinente, monsieur le Président, étant donné que le gouvernement actuel parlait de regroupement dans le secteur des pêches lorsqu'il a été élu. Le ministre pourrait-il nous dire maintenant s'il y aura, oui ou non, des fermetures d'usines relevant de cette grande société qu'il prétend avoir réorganisée? Est-il en train de nous dire que toutes ces usines resteront ouvertes ou qu'il va relocaliser les travailleurs?

• (1250)

**M. Stevens:** Monsieur le Président, je voudrais bien rétablir les faits après ce que vient de dire le député. Lorsque j'ai dit que pour la première fois depuis dix ans, la Société de développement du Cap-Breton réalisait des bénéfices, je parlais de l'exercice se terminant le 31 mars 1985. Il se trouve que lorsque nous avons pris les rênes du pays, en septembre dernier, cette société était toujours déficitaire. Mais au cours des six ou sept derniers mois, nous avons réussi à renverser cette situation. Nous pouvons dire maintenant que son bilan d'exploitation est positif. En revanche, les pertes de 49 millions de dollars dont je parle sont celles qu'elles avaient subies au 31 mars 1984, pertes qui caractérisaient bien la méthode de gestion du gouvernement précédent.

Le député m'a demandé si le plan de financement de la FPI me convenait. Il faudrait voir en quoi consistait ce plan de financement. C'était un moyen de renflouer les banques ou si vous voulez c'était une façon de leur permettre de récupérer l'argent qu'elles avaient prêté. Ce plan ne prévoyait pas grand-chose qui aurait rendu cette société rentable, qui lui aurait permis de réaliser des bénéfices pour le plus grand bien de ses employés qui avaient besoin de son aide pour continuer leurs activités de pêche. Voilà ce qu'il en était et je l'espère que tout doute est levé à la Chambre à ce sujet.

**M. Baker:** Je voudrais que le ministre réponde à ma question. A-t-il approuvé la politique du gouvernement précédent et l'injection d'une centaine de millions de dollars dans cette structure réorganisée? A-t-il approuvé l'initiative de l'ancien gouvernement libéral que le premier ministre de Terre-Neuve considérait comme l'événement le plus important depuis la Confédération? Était-il d'accord avec le premier ministre de Terre-Neuve? Lorsqu'il vante les mérites de la société Fishery Products International actuelle, veut-il dire qu'aucune usine ne sera fermée et qu'il n'y aura aucune consolidation dans d'autres secteurs, comme le dit l'énoncé de principe du gouvernement?

**M. Stevens:** Le député a soulevé le problème du financement. Il a parlé d'une centaine de millions de dollars, mais il n'a raconté l'histoire qu'à moitié. On a injecté de l'argent, mais

une bonne partie de cet argent a servi à rembourser les banques. A cet égard, je trouve que les mesures de refinancement du gouvernement précédent étaient plutôt naïves.

Je trouve l'attitude du député très fascinante. Elle traduit la tendance interventionniste du gouvernement précédent. Il veut que je fasse des commentaires sur ce que l'exécutif ou le conseil actuel fait ou ne fait peut-être pas pour le fonctionnement de la société. Nous en reparlerons en temps et lieu à la Chambre, puisque la société appartient dans une proportion de plus de 50 p. 100 aux Canadiens. Je certifie à tous les députés que je ne crois pas que les commentaires de certains hommes politiques sur la façon dont Fisheries Products International devrait ou ne devrait pas gérer ses affaires quotidiennes nous servent. Je suis heureux que les activités aient repris, que la productivité ait augmenté et que les pêcheurs puissent à nouveau s'adonner à leurs occupations au lieu d'écouter de nombreux discours politiques pompeux où l'on spéculait sur les possibilités.

**M. Langdon:** Monsieur le Président, je suis heureux que le ministre n'ait pas fait un discours pompeux de ce genre ce matin. Je suis également heureux que l'on reconnaisse enfin les mérites de l'entreprise publique. Je suppose que d'autres bouleversements importants se produiront dans un avenir proche, notamment que les renards vanteront les mérites de la chasse à courre et que les alligators seront en faveur des fabricants de sacs. C'est une conversion tellement formidable que je ne peux pas m'empêcher de féliciter le ministre.

Je voudrais que le ministre me dise s'il est maintenant disposé à répondre à certaines des questions que j'ai posées au cours du débat précédent sur la région de l'Atlantique. Nous avons posé ces questions à la suite du voyage de notre groupe d'action dans la région de l'Atlantique. Trois de ces questions demeurent parfaitement pertinentes. Ces questions, je les lui ai posées dans le cadre du débat du 25 janvier. Il me semble que le ministre, s'il n'est pas indifférent ou négligent, aurait pu trouver le moyen d'y répondre.

Tout d'abord le ministre pourrait-il nous dire s'il accepte de se rendre à la demande des travailleurs de la société Sysco et d'aider financièrement cette société à accroître sa productivité et ses perspectives en matière d'exportation?

Deuxièmement, le ministre pourrait-il me dire s'il s'est enfin entendu avec les membres de la Fédération des propriétaires de boisés du Nouveau-Brunswick au sujet des projets de reboisement? J'ai appris du président de cette association que j'ai rencontré il y a tout juste deux semaines que le ministre n'était pas encore parvenu à mettre au point un arrangement à cet égard.

Troisièmement, le ministre s'est-il assuré que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M<sup>lle</sup> MacDonald) avait trouvé une solution aux problèmes du programme Canada au Travail à Terre-Neuve, programme que nous avons dénoncé, ayant appris de groupes intéressés que la répartition des emplois entre les hommes et les femmes de cette province ne respectait pas le principe de l'équité?